

Crise en thèmes

Faire-part de décès du capitalisme ?

Le 28 octobre 2008



L'oeil des marchés

visuel d'abcbourse.com

Article publié sur <http://sitecon.free.fr/crisis.htm> avec à l'écoute [2 chansons](#) : *Société anonyme* et *Ma petite entreprise*.

Des compléments sont disponibles à la suite de l'article, en particulier un petit [lexique](#) pour les termes soulignés.

Une crise, une...

La crise financière actuelle, non seulement n'est pas exceptionnelle, mais tout au contraire, normale et révélatrice du fonctionnement de l'économie capitaliste.

D'aucuns veulent même opposés l'économie virtuelle responsable de la crise à l'économie réelle, victime de la première !

C'est une grave erreur de perspective, il n'y a aucune séparation entre les deux, ce sont les deux têtes du même léviathan.

Pour bien comprendre ces phénomènes, un petit rappel historique s'impose.

• Un peu d'histoire...

Avec le développement du capitalisme et des entreprises au XIX^e siècle, il a fallu trouver des moyens de financement plus importants et plus faciles d'accès. Les

sociétés anonymes (S.A.) ont été créées, l'anonymat étant un gage de liquidité. Conséquence, les marchés financiers se développent au même rythme que le capitalisme, même si ces derniers existaient déjà depuis le XIV^e siècle. [Cf. compléments n°1 et 2.](#)

Dans le même temps nous assistons à la séparation entre les détenteurs de capitaux (actionnaires en tête) et les créateurs-dirigeants d'entreprises !

Progressivement les actionnaires ont imposé de nouvelles méthodes de gestion, passant d'une logique d'entrepreneuriat à une logique de gestion par des administrateurs, ou managers pour parler anglais.

La [gouvernance d'entreprise](#), en français gouvernement d'entreprise, est l'aboutissement de cette évolution, c'est-à-dire la prédominance dans la gestion des firmes de l'intérêt financier. La création de valeur pour l'actionnaire donc plus de

dividendes distribués, devient la priorité. Ce schéma s'impose par l'entremise des conseils d'administration ou autres conseils de surveillance, organes élus par les actionnaires !

Après ces précisions, intéressons-nous de plus près à une autre caractéristique essentielle du capitalisme, la recherche du profit ou l'avidité pour l'argent, amplifiée par le crédit et la spéculation.

- **La cupidité érigée en valeur suprême...**

Les actionnaires sont des investisseurs qui recherchent un retour sur investissement le plus élevé possible. Les entreprises sous cette pression recherchent la rentabilité maximale, elles privilégient donc le court terme au long terme et la baisse des coûts. Les réductions de personnel, les plans sociaux, les licenciements boursiers ou autres délocalisations s'intègrent parfaitement dans cette logique.

Il est symptomatique que l'indicateur boursier privilégié est le PER, [Price Earning Ratio](#), soit le rapport du cours de l'action sur le bénéfice par action. On l'appelle aussi multiple de capitalisation des bénéfices.

Cette dictature des actionnaires est d'autant plus importante que les gestionnaires possèdent aussi des actions, en particulier des [stocks-options](#), ces actions avec option d'achat qui rapporteront d'autant plus d'argent que le cours de bourse sera élevé. Ce système incite les dirigeants, directeurs, administrateurs, à faire en sorte que le cours de l'action soit le plus élevé possible, en distribuant plus de dividendes, ce qui améliore le PER et donc l'attractivité financière de l'entreprise. Parfois les documents comptables sont truqués jusqu'à la faillite, les scandales financiers d'Enron et de WorldCom aux États-Unis l'illustrent parfaitement ! [Cf. complément 2.0.](#)

- **Vivre à crédit...**

Mais cela n'est pas suffisant, l'avidité pour le gain est inextinguible !

Le crédit devient la baguette magique des investisseurs. Le principe est simple, on place de l'argent que l'on emprunte pour une rentabilité espérée supérieure au coût de l'emprunt, cela s'appelle [l'effet de levier](#).

Exemple, vous empruntez 1 000 euros à 5 %, son placement vous rapporte 10 %, vous êtes donc gagnant de 50 euros !

Cette technique simpliste est au cœur du système capitaliste, ainsi les gestionnaires vont préférer l'emprunt pour financer les investissements, l'entreprise fera moins de bénéfices mais les actionnaires auront un retour sur investissement supérieur en pourcentage des capitaux investis.

Les sociétés françaises sont en moyenne presque deux fois plus endettées que les ménages ou même l'État français ! [Cf. complément 2.1.](#)

Cette technique du crédit, donc de l'emprunt, s'étend partout, en particulier sur les marchés financiers. Pour faciliter les transactions on a inventé l'achat à découvert. Vous achetez aujourd'hui mais ne paierez que dans un mois par exemple. C'est le cas du [Service de Règlement Différé](#) (SRD) à la bourse de Paris.

Exemple : vous achetez 100 actions Michelin à crédit (100 x 36 euros = 3 600) que vous revendez 15 jours plus tard à 40 euros l'unité pour une recette de 4 000. A la fin du mois vous payez votre dette, soit 3 600 euros, il vous restera donc 400 euros (4 000 – 3 600) sans n'avoir rien déboursé !

Certains fonds de placements collectifs, comme les [hedge funds](#) ou fonds de [couverture](#) en français, fonctionnent ainsi. Ils investissent beaucoup plus que ce qu'ils possèdent grâce au crédit ou à l'emprunt, en espérant un effet levier important.

Les entreprises elles-mêmes ou des sociétés de participations (holding) vont parfois pratiquer le LBO ([Leveraged Buy Out](#)) c'est-à-dire qu'elles achètent une autre société par l'emprunt et remboursent celui-ci par les dividendes ou bénéfices de l'entreprise rachetée.

On voit bien au travers de toutes ces techniques que le maître mot est la spéculation. On achète aujourd'hui dans le seul but de faire un bénéfice futur par la revente. Et si en plus on peut le faire sans déboursier un centime, c'est encore mieux !

- **Les pompes à liquidités...**

Pour que ce système fonctionne, il lui faut des liquidités, c'est le carburant de la machine ou le fond de roulement en comptabilité. Plus il sera important et plus la spéculation le sera.

L'épargne des ménages est la source principale de liquidités, tous les moyens sont donc bons pour la pomper au profit des marchés. Les banques sont en première ligne avec les comptes chèques, les livrets, les plans d'épargne ou encore les assurances en tout genre.

Mais il faut de plus en plus tenir compte des investisseurs institutionnels au surnom révélateur de zinzins ! Ce sont les [fonds de pension](#) qui gèrent l'épargne retraite des salariés, les fonds de placements collectifs comme les SICAV (Société d'Investissement à Capital Variable) ou encore les compagnies d'assurance.

La volonté politique d'instaurer une retraite par capitalisation en France n'est pas anodine, ce sont de nouvelles liquidités disponibles pour les marchés.

L'État français lorsqu'il rembourse sa dette avec intérêts, 44 milliards d'euros pour 2009, non seulement alimente l'économie en liquidités mais en plus cela profite essentiellement aux rentiers et aux plus riches, ceux-la mêmes qui spéculent en bourse.

- **Les bulles spéculatives...**

Comme nous venons de le voir, tout concourt dans ce système à alimenter des bulles spéculatives. Les investisseurs attirés par l'appât du gain, empruntent, achètent à crédit en pariant à la hausse sur certaines valeurs. Tant que les dites valeurs augmentent, la bulle spéculative s'auto-alimente. Les [traders](#) ou opérateurs de marchés des banques ne sont que les petites fourmis de ce poker menteur, leur rôle consiste à acheter à bas prix une devise, une obligation, une action voire une option dont ils anticipent la hausse et à les vendre lorsqu'ils anticipent leur baisse. Cette logique est même poussée à l'extrême avec les [day-traders](#), ces spéculateurs à la journée ou même à l'heure avec le [forfait horaire](#) !

Il suffit ensuite d'un simple grain de sable pour dérégler la machine ou encore que l'écart entre le niveau de la bulle et le niveau réel des liquidités soit trop élevé pour que la bulle éclate. La panique s'installe, alors tout le monde veut vendre avant que les valeurs soient au plus bas, la confiance disparaît, c'est maintenant la crise qui s'auto-alimente.

L'économie capitaliste et le crédit reposent entièrement sur la confiance, sans elle c'est l'attentisme qui prévaut.

- **La crise comme régulation économique...**

La crise actuelle n'est donc pas exceptionnelle, tout comme les précédentes et les futures !

Remarquons le caractère cyclique de ces crises : 1987 ; 1993 ; 2000 ; 2007 ; 2014 ? Crises financières ou économiques, le rythme actuel est d' au moins une tous les 6-8 ans ! *Cf. l'illustration page suivante.*

Évolution du CAC 40



source : boursorama.com 27 octobre 2008

Évolution du Dow Jones



source : boursorama.com 27 octobre 2008

- **Subprime, le grain de sable...**

L'élément déclencheur de la crise actuelle est la crise dite des subprimes, c'est-à-dire des crédits à risque. Notons que la crise aurait pu être déclenchée par autre chose.

Encore une fois le mécanisme est très simple, les banques américaines avides de profits prêtent à des ménages fragiles financièrement pour qu'ils achètent des maisons.

Non seulement la banque prête à un taux supérieur donc plus rémunérateur mais en plus elle prend la maison en hypothèque comme garantie. Elle ne court aucun risque, pense t-elle, puisqu'en cas de non remboursement par le ménage, il suffit de l'expulser et de vendre la maison à un prix supérieur grâce à l'envolée des prix de l'immobilier, de cette manière non seulement la banque ne perd rien, mais en plus elle fait un substantiel bénéfice.

Arrive ce qui devait arriver, les prix de l'immobilier chutent, les taux d'intérêts augmentent et avec eux le risque de défaillance des ménages. Les banques se retrouvent avec de plus en plus d'impayés et des maisons dévaluées, les pertes s'accumulent.

Mais le système financier étant mondial, mais aussi aveugle, la crise bancaire américaine se propage par l'intermédiaire des titres émis et vendus par les banques américaines aux investisseurs mondiaux.

En effet les titres vendus et prometteurs contenaient un pourcentage des crédits immobiliers consentis aux ménages fragiles ! Cela s'appelle la [titrisation](#) !

Des banques françaises par exemple ont achetées ces titres pour faire une bonne affaire sans savoir qu'ils risquaient à tout moment de perdre leurs valeurs en raison des défaillances des ménages américains.

Aujourd'hui les investisseurs paniquent, vendent et plus personne ne se fait

confiance, nous sommes face à une crise de liquidités.

- **Des solutions sans effet...**

Face à l'ampleur de la crise inéluctable et prévisible, les responsables politiques s'agitent dans tous les sens sans proposer de vraies solutions, bien au contraire, les ersatz de propositions vont plutôt dans le sens d'une absorption des marchés financiers.

Prenons l'exemple français, l'État en faillite dicit Fillon, sans le sou dans les caisses dicit Sarközy trouve au fond de ses poches 10, 40, 300 milliards d'euros en claquant des doigts, fichtre !

Il y a quelques semaines, un long débat et une polémique ont accompagné le financement du Revenu de Solidarité Active (RSA) ! Où trouver 1,5 milliard d'euros ? Finalement le gouvernement opte pour une contribution additionnelle sur les revenus du capital, soit une augmentation d'impôt !

Que s'est-il passé en quelques semaines, le gouvernement aurait-il gagné au loto ?

Les aides aux banques et aux entreprises vont augmenter les dépenses et donc la dette publique, ce qui profite directement aux rentiers et actionnaires, ceux-là mêmes qui sont à l'origine de la crise !

On nous promet aussi plus de gouvernance, comme nous l'avons vu plus haut, c'est un facteur explicatif de la crise et des dysfonctionnements du système, on ajoute donc de l'huile sur le feu.

On nous promet des [fonds souverains](#), plus de distribution de crédits et la baisse des taux d'intérêts, mais ce sont justement ces actions qui sont à l'origine du système et de la crise !

On nous promet aussi plus de réglementations, plus de morale, parions

que dans les négociations nationales et internationales ce seront plus les voix des banquiers, des actionnaires et des multinationales qui seront entendues, que celles des chômeurs et des pauvres !

- **Noblesse capitaliste...**

Rappelons qu'en France et sans doute dans beaucoup d'autres pays, c'est une véritable caste et noblesse financière qui dirige les grandes entreprises. Les conseils d'administration ou de surveillance sont des cercles très fermés composés de cumulards de mandats, c'est-à-dire que l'on est administrateur et dirigeant de plusieurs entreprises à la fois !

Il existe même un nouveau métier pour cela : administrateur de sociétés !

C'est un tout petit groupe d'hommes qui est à la tête du capitalisme français, les femmes étant très peu présentes.

Symboles de cet état de fait et des évolutions du capitalisme précitées, prenons comme exemples deux personnalités du capitalisme français.

Madame Laurence Parisot

Madame Laurence Parisot est PDG de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) dont elle détient 75 % du capital et présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), Héritière du groupe Parisot (1er industriel du meuble en France). Elle est aussi PDG de la PMI d'ameublement Optimum et de diverses sociétés touristiques à Saint-Barthélemy. Elle est aussi membre du conseil d'administration de BNP Paribas et membre du conseil de surveillance de Michelin.

Elle est Chevalier dans l'Ordre National du Mérite et dans celui de la Légion d'honneur. [Cf. complément n°3.](#)

Monsieur Ernest-Antoine Seillière de Laborde

Monsieur Ernest-Antoine Seillière de Laborde, baron Seillière (romain), est un

des héritiers des entreprises Wendel. Il a été président du MEDEF (1997-2005). Il exerce d'abord des fonctions dirigeantes au sein du groupe familial Wendel, auquel il appartient. Il préside ainsi la CGIP, holding regroupant la fortune de la famille, rebaptisée Wendel Investissement en 2003, puis WENDEL en 2007. Il est Président du Conseil d'administration de SLPS et du Conseil de surveillance d'Oranje-Nassau, et administrateur d'Editis Holding et de Bureau Veritas. Il est également membre des Conseils de surveillance de Peugeot SA, de Gras Savoye et Compagnie, d'Hermès International et administrateur de Sofisamc. Il est aujourd'hui Président de BusinessEurope (lobby des entreprises européennes auprès de la commission européenne à Bruxelles).

Il est officier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite. [Cf. complément n°3.](#)

Ce ne sont là que deux exemples, mais en réalité on retrouve les mêmes caractéristiques dans la plupart des conseils d'administration. L'administrateur français type est un homme, qui a fait les grandes écoles, membres de plusieurs conseils d'administration à la fois (la rémunération pour cette fonction peut atteindre 47 000 euros ou plus, ainsi Vincent Bolloré en 2007 touche en jetons de présence pour le conseil d'administration de son groupe 47 183 euros, et une rémunération en tant que PDG de 3 420 000 euros plus 2 777 euros d'avantages en nature !). Assez souvent ils ont une décoration républicaine, légion d'honneur et ordre national du mérite. [Cf. complément n°4.](#)

- **Épilogue n°1**

Les différentes mesures politiques annoncées ne changeront rien au système, bien au contraire. Ces crises étant cycliques, l'activité économique redémarrera d'ici quelques mois. Mais une chose au moins est sûre, c'est que le chômage va augmenter, que les services publics vont être sacrifiés sur l'autel des

restrictions budgétaires, soit disant nécessaires pour diminuer le déficit public. Enfin si certains impôts vont diminués, les principaux, à savoir les impôts sur la consommation, la TVA et la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) resteront au même niveau et rapporteront à l'État plus de la moitié de ses recettes fiscales. Considérant ces impôts comme les plus injustes socialement, les inégalités ont encore de beaux jours devant elles !

• Épilogue n°2

Terminons cet exposé par deux exemples d'organisations à but non lucratif qui devraient être à l'abri de ces évolutions et de la crise.

Ce sont l'AFM, l'association du Téléthon et l'Institut Pasteur.

À la lecture de leurs bilans, on remarque l'importance extraordinaire des placements financiers, actions, obligations, fonds communs de placement à risque etc.

L'AMF (Association Française contre les Myopathies) pour 2007 possède en placements financiers bruts 224 587 887 euros soit 83 % du total de l'actif net !

Cela représente plus de deux collectes de dons annuels !

L'institut Pasteur n'est pas en reste, 1 038 367 000 euros de placements financiers soit 116 % de l'actif net (ce chiffre supérieur à 100 % s'explique par 245 893 000 euros de provisions !).

Autre étonnement avec les salaires versés, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants de l'AFM, s'est élevé à 308 530 euros en 2007, plus de 100 000 euros par cadre !

Le Conseil d'administration est présidé par Laurence Tiennot Herment pour une rémunération brute de 67 586 euros !

Concernant l'Institut Pasteur, le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées, y

compris les droits d'inventeurs perçus, s'est élevé pour l'exercice 2007 à 1 405 637 € (140 563 euros par personne !).

[Cf. complément n° 4.0.](#)

Nous voyons que les pratiques du management et de la finance n'ont plus de secrets pour ces organisations à but non lucratif !

Il serait intéressant de surveiller les comptes de ces associations et fondations à l'avenir, il y aura peut-être de mauvaises surprises, mais chut, on ne va pas joué aux oiseaux de mauvais augures, n'est ce pas !

Crisis ? What crisis ?
Super-vagabond

Compléments



Supertramp : Crisis ? What crisis ? 1975

Complément n°1 L'histoire des sociétés anonymes

[Retour au texte](#)

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_anonyme

La société anonyme a été officiellement réglementée pour la première fois dans le code de commerce de 1807, lequel ne venait que reconnaître la réalité pratique antérieure assez peu fréquente encore, de sociétés composées uniquement d'actionnaires non responsables. C'est cette même pratique qui a créé tous les organes des SA (assemblées générales, conseil d'administration, notion de quorum, NPC notion de majorité simple qualifiée, nature des assemblées, conseil de surveillance, commissaires au comptes). C'est une loi de mai 1863 qui vient réglementer et reconnaître par là-même ces innovations des usages commerciaux, notamment l'exigence d'un nombre minimal de 7 associés. En reprenant ces dispositions, la loi de 1867 vient libérer les SA qui, jusque-là, devaient obtenir l'autorisation du Conseil d'État pour exister (la loi de 1863 n'avait libéré que les SA au capital inférieur à 20 millions de francs, créant ainsi la société à responsabilité limitée), contrairement aux sociétés en commandite par actions dont la constitution était libre. La loi de 1867 permettra l'essor notable des SA, qui ne représentaient jusque-là qu'une portion négligeable du nombre des sociétés créées en France. Avant cette date, l'État s'était en effet montré très restrictif et, entre 1807 et 1867, seulement 651 sociétés anonymes ont été autorisées en France. Il s'agissait de sociétés de capitaux héritées de l'Ancien Régime, comme la compagnie des mines d'Anzin, la compagnie des mines d'Aniche ou Saint-Gobain, ou de sociétés importantes où l'intérêt public était en cause, comme les sociétés de canaux et d'assurances, puis de chemins de fer. Les sociétés anonymes industrielles étaient par ailleurs peu nombreuses (essentiellement dans la sidérurgie et la construction mécanique). Plutôt que d'entreprises nouvelles, il s'agissait de la transformation ou du regroupement de sociétés existantes qui avaient besoin d'élargir leurs capitaux sociaux et qui avaient déjà fait la preuve de leur bonne gestion et de leur solidité. La nécessité de l'autorisation du Conseil d'État était en effet motivée par la crainte exprimée par les milieux d'affaires et les pouvoirs publics de voir se constituer de grandes entités anonymes susceptibles de mettre en péril l'épargne du public par une spéculation non contrôlée.

La séparation du capital personnel de l'investisseur de celui investi dans la SA est une garantie contre "la loi des héritiers" (monopole), c'est-à-dire la volonté d'éviter que seuls les héritiers ne soient les propriétaires d'entreprises sources de création de richesses.

[Retour au texte](#)

Complément n°2

L'histoire des bourses

[Retour au texte](#)

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Bourse_\(economie\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Bourse_(economie))

Au XIIe siècle, les courtiers de change étaient chargés en France de contrôler et réguler les dettes des communautés agricoles pour le compte des banques. Il s'agit en fait des premiers courtiers. Ils se réunissaient sur le Grand Pont à Paris, l'actuel Pont au Change. Il tire justement son nom des courtiers de change.

Au XIIIe siècle, les banquiers lombards sont les premiers à échanger des créances d'État à Pise, Gênes ou Florence.

En 1309, le phénomène s'institutionnalise par la création de la Bourse de Bruges. Elle est rapidement suivie par d'autres, en Flandre et dans les pays environnants (Gand et Amsterdam). C'est encore en Belgique que le premier bâtiment conçu spécialement pour abriter une bourse fut édifié à Anvers. La première bourse organisée en France voit le jour à Lyon en 1540.

Le premier krach recensé a lieu en 1636 en Hollande. Les cours des bulbes de tulipe ayant atteint des niveaux excessivement élevés, le cours s'effondra le premier octobre. C'est la tulipomanie.

Icône de détail Article détaillé : Tulipomanie.

Au XVIIe siècle, les Hollandais sont les premiers à utiliser la Bourse pour financer des entreprises : la première entreprise à émettre des actions et des obligations fut la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, introduite en 1602. C'est en 1688 qu'on commence à coter les actions et obligations à la bourse de Londres.

En 1774, à la Bourse de Paris (créée en 1724), les cours doivent désormais être obligatoirement criés, afin d'améliorer la transparence des opérations. C'est la création du Parquet.

Au XIXe siècle, la révolution industrielle permet le développement rapide des marchés boursiers, entraîné par les besoins importants de capitaux pour financer l'industrie et les transports.

À partir des années 1970, on assiste à la dématérialisation des titres échangés en bourse grâce à la révolution informatique. Dès 1971, le NASDAQ est le premier marché de cotations informatisées. En France, la dématérialisation fut effective à partir du 5 novembre 1984.

[Retour au texte](#)

Complément n°2.0

Enron – WorldCom

[Retour au texte](#)

<http://fr.wikipedia.org/>

Enron

Enron fut l'une des plus grandes entreprises américaines par sa capitalisation boursière. Outre ses activités propres dans le gaz naturel, cette société texane avait monté un système de courtage par lequel elle achetait et revendait de l'électricité, notamment au réseau des distributeurs de courant de l'État de Californie. En décembre 2001, elle fit faillite en raison des pertes occasionnées par ses opérations spéculatives sur le marché de l'électricité ; elles avaient été masquées en bénéfices via des manipulations

comptables. Cette faillite entraîna dans son sillage celle d'Arthur Andersen, qui auditaient les comptes d'Enron.

Fraudes et manipulations

En interne, les dirigeants créèrent plus de 3 000 sociétés offshores. En faisant passer ces sociétés pour leurs fournisseurs, ils pouvaient contrôler les prix de l'énergie. Ces sociétés, dont les sièges sociaux étaient installés dans les îles Caïmans, les Bermudes ou les Bahamas étaient utilisées pour dissimuler les acquis frauduleux et les (importantes) dettes de la maison mère - les informations sur ces filiales étant seulement indiquées dans les petites annexes en bas de page des documents d'information financière, permettant ainsi de tromper les actionnaires, les salariés et les autorités.

L'entreprise poursuivait simultanément sa politique de communication agressive. Ainsi, son charismatique PDG Kenneth Lay envoya aux salariés un courrier leur annonçant que le cours de l'action gagnerait 800 % avant l'année 2010.

[Retour au texte](#)

Exemple de montage financier d'Enron

L'objectif est le suivant : qu'Enron emprunte de l'argent sans que cela apparaisse dans ses comptes. L'opération implique trois acteurs : Enron, une société offshore d'Enron (Jedi) et une banque (appelons-la banque A). Tous sont complices du montage. L'opération est ici légèrement simplifiée.

D'abord Jedi vend pour un million de dollars de gaz à la banque A. Jedi, contrôlé par Enron, reçoit alors un million de dollars de la part de la banque A (un contrat de livraison de gaz est signé mais cette livraison n'a pas lieu ; seul son paiement est effectué). Enron vend ensuite pour un million de dollars de gaz à Jedi. Enron reçoit donc un million de dollars de cette dernière. Enfin Enron achète à la banque A pour un million cinquante mille dollars de gaz, et paie en plusieurs fois. La banque A recevra, au terme du processus, un million cinquante mille dollars.

Quel est le résultat ? C'est comme si Enron avait emprunté un million de dollars à la banque A et remboursait progressivement son prêt, avec des intérêts. Mais cela apparaît dans les comptes comme une opération commerciale, et permet à Enron de se surendetter sans éveiller les soupçons.

[Retour au texte](#)

WorldCom

WorldCom est une entreprise de télécommunication américaine.

Lors de l'été 2002, l'image de cette entreprise a été gravement ternie par le scandale des manipulations comptables. En 2001 et 2002, l'opérateur avait en effet déclaré près de 11 milliards de dollars de revenus totalement fictifs. Suite à cette découverte, l'action de Worldcom a baissé de 90 % le lundi premier juillet -- la cotation de l'action avait été suspendue au Nasdaq du 26 juin jusqu'au premier juillet.

Le 14 avril 2003, WorldCom U.S a remis son plan de réorganisation au tribunal des faillites des États-Unis.

Bernard Ebbers, ancien président de WorldCom et à l'origine de la transformation du groupe en géant des télécoms, a été condamné le 13 juillet 2005 à 25 ans de prison pour avoir orchestré la plus importante fraude comptable de l'histoire américaine qui avait conduit à la faillite du groupe avec 41 milliards de dettes. Scott Sullivan, le directeur financier de Worldcom, a été quant à lui condamné à cinq ans de prison.

http://artic.ac-besancon.fr/s_e_s/entmarch/3trim02/0702worldcom.htm

Les actionnaires découvrent que les comptes certifiés par le cabinet Anderson étaient faux avec une malversation d'au moins 3,85 milliards de \$. Après la faillite d'Enron (62 milliards d'actifs) et celle de Worldcom (103 milliards d'actifs), la bourse américaine

dont l'indice Dow Jones avait déjà perdu 30 % en un an s'effondre davantage, les actionnaires perdant confiance.

[Retour au texte](#)

Complément n°2.1

Endettements

[Retour au texte](#)

Endettement des ménages et des sociétés non financières

État (3)	Taux d'endettement en %			
		Sociétés non financières (1)	Ménages (2)	
66,4	2005	T1	110,0	59,6
		T2	111,3	59,9
		T3	113,8	61,3
		T4	112,8	62,6
63,6	2006	T1	112,8	64,5
		T2	113,7	65,3
		T3	114,8	66,8
		T4	114,2	67,8
63,9	2007	T1	114,3	68,3
		T2	114,8	68,9
		T3	117,4	70,1
		T4	117,1	70,9
65,7	2008	T1	118,0	71,8
		T2		

(1) : crédits et titres de créances sur valeur ajoutée.

(2) : crédits sur revenu disponible brut. Champs : France.

(3) : dette publique en % du PIB

Sources : Insee, comptes nationaux - base 2000 ; Banque de France.

Complément n°3

Patrons patrons...

[Retour au texte](#)

Sources : <http://fr.wikipedia.org/> et sites internet des sociétés

Ernest-Antoine Seillière de Laborde,

Baron Seillière (romain) (né le 20 décembre 1937 à Neuilly-sur-Seine), est un entrepreneur français et l'un des héritiers des entreprises Wendel. Il a été président du MEDEF (1997-2005).

Il exerce d'abord des fonctions dirigeantes au sein du groupe familial Wendel, auquel il appartient. Il préside ainsi la CGIP, holding regroupant la fortune de la famille, rebaptisée Wendel Investissement en 2003, puis WENDEL en 2007.

Il est également membre des Conseils de surveillance de Peugeot SA, de Gras Savoye et Compagnie, d'Hermès International et administrateur de Sofisamc. Il est aujourd'hui Président de BusinessEurope (lobby des entreprises européennes auprès de la commission européenne à Bruxelles).

Il est officier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite.

[Retour au texte](#)

Laurence Parisot

(née le 31 août 1959 à Luxeuil-les-Bains en Haute-Saône), est une chef d'entreprise, PDG de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) et présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) depuis le 5 juillet 2005.

Héritière du groupe Parisot (1er industriel du meuble en France), son héritage la place 276e plus grosse fortune française.

Son père et son grand-père Jacques Parisot (fondateur de la société et diplômé de l'école Boullé) ont dirigé le Groupe Parisot, entreprise de meubles, société non cotée en Bourse, implantée à Saint-Loup-sur-Semouse (Haute-Saône) et actuellement dirigée Michel Résséguier

Après des études de droit à la faculté de Nancy elle intègre l'Institut d'études politiques de Paris. En 1985, elle entre à l'institut de sondages Louis Harris, dont elle devient directrice l'année suivante, sous la protection de Pierre Weil, PDG de la Sofres. Depuis 1990, elle dirige l'institut de sondages IFOP, dont elle détient 75% du capital. Elle est aussi PDG de la PMI d'ameublement Optimum, dont elle a en fait délégué la gestion, et de diverses sociétés touristiques à Saint-Barthélemy.

Elle est aussi membre du conseil d'administration de BNP Paribas depuis 2006.

Célibataire et sans enfant, elle est passionnée par l'art surréaliste.

Elle est Chevalier dans l'Ordre National du Mérite et dans celui de la Légion d'honneur.

[Retour au texte](#)

Complément n°4

Caste et noblesse du capitalisme français

[Retour au texte](#)

Sources : sites internet des sociétés

Ce ne sont que quelques exemples, vous aussi jouez au jeu « Qui est qui ? », choisissez le site internet d'une société au hasard et recherchez les membres du conseil d'administration, puis au gré de vos découvertes butinez de société en société, vous allez ainsi parcourir l'arbre généalogique du capitalisme français et international.

Mme Laurence Parisot

Née en 1960

Présidente-Directrice Générale de l'Optimum

IFOP - Laurence Parisot

PDG de l'Institut français d'opinion publique (IFOP) et présidente du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) depuis le 5 juillet 2005.

Mandats

Depuis 2005

Membre du Conseil de Surveillance de Michelin.

Membre du Conseil d'Administration d'Havas.

Antoine Bernheim,

Vice-Président CA Bolloré

• Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;

Vice-Président et administrateur de Bolloré, LVMH Moët Hennessy LouisVuitton, LVMH Fashion Group, LVMH Finance ;

• Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon ;

• Administrateur de Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Christian Dior Couture ;

• Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo ;

• Directeur général de SFGI.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

• Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA ;

• Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA ;

• Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana – BSI, Generali España Holding, de la Compagnie Monégasque

[Retour au texte](#)

Jean Pierre DENIS

Administrateur PPR Pinault Printemps Redoute

Inspecteur des finances, ancien élève d'HEC et de l'ENA ; il est Vice-Président exécutif du Crédit mutuel de Bretagne et d'Arkéa (réunion des fédérations du Crédit mutuel de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif Central autour de la Caisse interfédérale). Il a occupé les fonctions de Président-Directeur général du groupe Oséo (rapprochement de l'Anvar et de la BDPME) de 2005 à 2007, Président de Sofaris (2003-2005), Président-Directeur général de l'Anvar (2004-2005), Président du Directoire de la BDPME (2003- 2005), Membre du Directoire de Vivendi Environnement devenue Véolia Environnement(2000- 2003), Directeur Général (1999) puis Président (1999-2003)de Dalkia (groupes Vivendi puis Véolia Environnement), Conseiller de la Présidence de la CGE devenue Vivendi(1997- 1999) et Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République (1995- 1997).

François-Henri PINAULT

Président-directeur général de PPR Pinault Printemps Redoute

En 2005, il est nommé successivement Président du Directoire puis Président-directeur général de PPR. Il siège par ailleurs au Conseil d'administration de Bouygues S.A. depuis décembre 1998.

Noël Forgeard : Administrateur de sociétés !

Membre de Conseil de surveillance de Schneider electric

[Retour au texte](#)

Jean-Bernard Lafonta

Président du Directoire Wendel

Il est Président des Conseils de surveillance de Bureau Veritas (depuis 2005) et d'Editis Holding (depuis 2004), administrateur de Legrand (depuis 2002), Président du Conseil d'administration de Winvest International SA (Luxembourg) et du Conseil de gérance de Winvest Conseil SARL (Luxembourg) (depuis 2006), membre du Conseil de surveillance d'Oranje-Nassau (Pays-Bas) (depuis 2002), membre du Conseil de gérance de Materis Parent SARL (Luxembourg) (depuis 2006) et gérant de Granit SARL, JBMN (Luxembourg) et de la Société civile HAUTMER (depuis 2007), Président de CDA (depuis 2007).

Il a précédemment été administrateur de Cap Gemini (2002-2003), de Legrand France (2002-2006), de Lumina Parent (2003-2006) et de Valeo (2001-2006) ; il a également été représentant permanent de SOFU au Conseil d'administration de Bureau Veritas (2002-2005).

Ernest-Antoine Seillière

Président du Conseil de surveillance de Wendel en 2005 ; il est Président du Conseil d'administration de SLPS et du Conseil de surveillance d'Oranje-Nassau, et administrateur d'Editis Holding et de Bureau Veritas. Il est également membre des Conseils de surveillance de Peugeot SA, de Gras Savoye et Compagnie, d'Hermès International et administrateur de Sofisamc. Après avoir présidé le Medef de 1997 à 2005, il est aujourd'hui Président de BusinessEurope (depuis 2005).

Michel Pébereau

Membre du conseil de surveillance d'AXA

* BNP Paribas, Président du Conseil d'Administration

* Administrateur ou membre du Conseil de Surveillance : Saint-Gobain, Total, Lafarge, EADS N.V. (Pays-Bas), Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) (Maroc), Pargesa Holding S.A. (Suisse),

* Galeries Lafayette, censeur (siège sans droit de vote au Conseil)

[Retour au texte](#)

Gérard Mestrallet

Membre du conseil de surveillance d'AXA

* Suez, Président-Directeur Général

* Président du Conseil d'Administration : Suez Energie Services, Suez Environnement, Suez-Tractebel (Belgique), Electrabel (Belgique)

* Vice-Président du Conseil d'Administration : Hisusa (Espagne), Aguas de Barcelona (Espagne)

* Administrateur ou membre du Conseil de Surveillance : Saint-Gobain, Pargesa Holding S.A (Suisse)

Henri Lachmann

Membre du conseil de surveillance d'AXA

* Schneider Electric, Président du Conseil de Surveillance

* Centre Chirurgical Marie-Lannelongue : Président du Conseil d'Administration

* Vivendi, Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance

* Administrateur, membre du Conseil de Surveillance ou du Comité de Direction : AXA Assurances IARD Mutuelle, Groupe Norbert Dentressangle, AXA Millésimes (SAS)* ,

* Fimalac, Censeur (siège sans droit de vote au Conseil)

* Tajan, Censeur (siège sans droit de vote au Conseil)

* Institut Montaigne, Vice-Président et Trésorier

Jean-René Fourtou

Membre du conseil de surveillance d'AXA

* Vivendi, Président du Conseil de Surveillance

* Groupe Canal+, Président du Conseil de Surveillance

* Administrateur, membre du Conseil de Surveillance ou du Comité de Direction : CapGemini SA, Sanofi Aventis SA, AXA Millésimes (SAS)*, NBC Universal (États-Unis), Maroc Telecom (Maroc), Nestlé (Suisse)

Etc.

[Retour au texte](#)

Complément n°4.0

AFM-Téléthon, Institut Pasteur

[Retour au texte](#)

Source : les sites internet officiels des organisations.

AMF Association Française contre les Myopathies

Le financement des actions de notre Association est assuré à plus de 85 % par les recettes issues du Téléthon,

2007

Total bilan : 268 436 529 euros

ACTIF

Immobilisations financières (activités de portefeuille et autres titres): 86 083 586 brut
17 506 001 de provisions 68 577 586 net (79 286 163 net en 2006)

Valeurs mobilières de placement (actions, obligations) :138 504 301 net (117 053 291 net en 2006)

Placements bruts = 224 587 887 (plus de 83 % de l'actif net)

PASSIF

Résultat de l'exercice : - 6 543 652 (+ 16 813 en 2006)

Provisions pour charges : 8 671 511 (2 871 999 en 2006)

Compte de résultat

Dotations aux provisions diverses : 6 831 845 (1 835 896 en 2006)

Charges financières

Dotation aux amortissements et provisions : 4 150 814 (2 842 908 en 2006)

Le Conseil d'administration est présidé par Laurence Tiennot Herment.

L'AMF a versé à sa Présidente, pour la période du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007, une rémunération brute de 67 586 euros dont 2 530 euros d'avantage en nature constitué par la mise à disposition d'un véhicule.

• En 2007, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants (salaires, primes et avantages en nature inclus), telles que définies à l'article 20 de la loi n° 2006-586 s'est élevé à 308 530 euros.

Convention de remboursement de frais

• Personnes intéressées : Laurence Tiennot-Herment, Jacques Salama, Alain Goussiaume, Michel Jemmi, Jean-Pierre Lamorte, Jean-François Malaterre, Jean-Pierre Allanic, Bernard Barataud, Stéphane Berthélémy, Michel Bonnaire, Annie Boucharde, Claude Bourlier, Marguerite Friconneau, Frédéric Gilles, Jean-Philippe Michel, Jérôme Millian et Julia Tabath.

• Nature et objet : remboursement de frais.

• Modalités : prise en charge par l'AFM de 146 627 euros (8 625 par personne !) dont 84 769 euros réglés à des prestataires et 61 858 euros, remboursés sur la base de justificatifs de frais réels.

[Retour au texte](#)

Institut Pasteur

L'Institut Pasteur est une fondation privée à but non lucratif

En 2007, le résultat courant s'élève à 9,1 Me en retrait de 1,3 Me par rapport à l'exercice précédent. Il intègre d'une part le résultat financier correspondant aux revenus des placements (17,1 M€), et d'autre part un transfert des ressources exceptionnel de legs pour 6 M€.

L'excédent net s'élève en 2007 à 42,4 M€ et est en retrait de 12,2 Me par rapport à 2006.

Bilan 2007 (milliers euros)

Total Actif net = 894 637

Immobilisations financières = 354 971 brut 244 478 de provisions 110 493 net

Titres de placement stables = 660 738 brut 1 415 provisions 659 323 net

Valeurs mobilières de placement = 22 658 brut 22 658 net

Placements bruts = 1 038 367 (116 % de l'actif net)

Engagement de souscription au fonds commun de placement à risque Bioam : l'Institut Pasteur s'est engagé à souscrire au Fonds commun de placement à risque Bioam en septembre 2000 à hauteur de 1 000 000 €.

Au 31 décembre 2007, 700 000 € ont déjà été versés et 300 000 € restent à verser et constituent donc un engagement hors bilan.

Engagement de souscription au fonds commun de placement à risque BioDiscovery II : l'Institut Pasteur s'est engagé à souscrire au Fonds commun de placement à risque BioDiscovery II en décembre 2004 à hauteur de 2 000 000 €.

Au 31 décembre 2007, 1 000 000 € ont déjà été versés et 1 000 000 € restent à verser et constituent donc un engagement hors bilan.

Le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées, y compris les droits d'inventeurs perçus, s'est élevé pour l'exercice 2007 à 1 405 637 € (140 563 euros par personne !)

Par ailleurs, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature se sont élevés, pour l'exercice 2007, à 394 236 €, soit :

- Mme Alice DAUTRY,
Directrice générale 173 034 €,
- M. Marc MORTUREUX,
Directeur général adjoint ressources 168 272 €,
- M. Bernard DUJON,
Directeur général adjoint scientifique 52 930 €.

[Retour au texte](#)

Complément n°5

Petit lexique de crise

[Retour au début du texte](#)

Source : <http://www.vernimmen.net/> (sauf indiqué)

Couverture ([retour au texte](#))

La couverture est une pratique qui consiste à se protéger contre un risque non désiré. C'est un comportement général employé aussi bien par les industriels, qui cherchent à se prémunir contre les fluctuations des marchés de capitaux, que par les investisseurs sur les marchés financiers.

Équivalent anglais : Hedging

Day Traders ([retour au texte](#)) (<http://www.edubourse.com>)

Ces nouveaux investisseurs dénommés dans le jargon "Day Traders" jouent sur des variations de cours à la minute et profitent de faibles écarts de cours pour engranger leurs plus-values.

Day Trading (<http://www.edubourse.com>)

Consiste à acheter et à vendre des produits financiers (actions, options, warrants, futures, etc.) de manière à ce qu'en fin de journée le solde de ses opérations soit nul et que le portefeuille ne soit composé que de liquidités après la clôture des marchés.

Day Trading (<http://www.abcbourse.com>)

La technique consistera à réaliser de petites plus-values en utilisant un fort effet de levier et en multipliant les transactions afin de maximiser le rendement. Ainsi le day trader profitera de la volatilité des marchés et se contentera de gains compris entre 0,5 et quelques pourcents sur chaque transaction. Certains investisseurs passent ainsi plusieurs dizaines d'ordres par jour.

Effet de levier ([retour au texte](#))

L'effet de levier explique le taux de rentabilité comptable des capitaux propres en fonction du taux de rentabilité après impôt de l'actif économique (rentabilité économique) et du coût de la dette. Par définition, il est égal à la différence entre la rentabilité des capitaux propres et la rentabilité économique. Lorsqu'il est positif, le recours à l'endettement a permis d'augmenter la rentabilité des capitaux propres de l'entreprise. En revanche, lorsque la rentabilité économique est inférieure au coût de l'endettement, l'effet de levier joue négativement !

De plus, celui-ci reste une tautologie comptable qui ne doit pas faire oublier que le recours à l'endettement augmente le risque lié aux capitaux propres, et ne crée pas au total de valeur.

Équivalent anglais : Leverage effect

Fonds de pension ([retour au texte](#))

Investisseurs institutionnels qui gèrent des fonds qui leur ont été confiés par des entreprises et ses salariés en vue d'assurer à ses derniers un revenu sous forme de pension lorsqu'ils auront cessé leurs activités professionnelles. Les fonds de pension, compte tenu de l'importance des fonds qu'ils gèrent aujourd'hui, sont des actionnaires le plus souvent importants d'entreprises cotées en bourse, de fonds de LBO, d'actifs immobiliers,...

Fonds souverain ([retour au texte](#))

Fonds d'investissement contrôlés par un Etat, le plus souvent alimentés par des recettes provenant de revenus de matières premières (pétrole, ...), investis dans une logique normalement financière à fin de procurer des ressources à cet Etat une fois que la matière première en question aura été épuisée.

Le caractère opaque de certains de ces fonds fait parfois craindre qu'ils n'aient pas des objectifs purement financiers mais qu'ils soient le bras armé d'Etats souvent peu démocratiques pour contrôler directement ou indirectement des entreprises du monde occidental.

On peut ainsi citer Temasek de Singapour ou Adia (Abu-Dhabi Investment Authority).

Équivalent anglais : Sovereign-wealth fund

Forfait horaire ([retour au texte](#)) (<http://www.edubourse.com>)

Ce nouveau type de courtage permet aux clients de différents brokers de passer un nombre illimité d'ordres en une heure.

Gouvernance d'entreprise ([retour au texte](#))

Dans une acception large, la gouvernance d'entreprise ou corporate governance représente l'organisation du contrôle et de la gestion de l'entreprise. De façon plus étroite, le terme de gouvernance d'entreprise est utilisé pour désigner l'articulation entre l'actionnaire et la direction de la société, et donc principalement le fonctionnement du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance.

Équivalent anglais : corporate governance

Hedge

Terme anglais signifiant couverture ou se couvrir.

Hedge funds ([retour au texte](#))

Les hedge funds, contrairement à leur nom qui signifie couverture, sont des fonds d'investissement non cotés à vocation spéculative. Ce sont des fonds spéculatifs recherchant des rentabilités élevées et qui utilisent abondamment les produits dérivés, en particulier les options. Ils utilisent l'effet de levier, c'est-à-dire la capacité à engager un volume de capitaux qui soit un multiple plus ou moins grand de la valeur de leurs capitaux propres. Les hedge funds présentent l'intérêt d'offrir une diversification supplémentaire aux portefeuilles « classiques » car leurs résultats sont en théorie déconnectés des performances des marchés d'actions et d'obligations.

Équivalent anglais : Hedge fund

Leveraged buy out ([retour au texte](#))

Un LBO ou Leveraged Buy Out est le rachat des actions d'une entreprise financé par une très large part d'endettement. Concrètement, un holding est constitué, qui s'endette pour racheter la cible. Le holding paiera les intérêts de sa dette et remboursera celle-ci grâce aux dividendes réguliers ou exceptionnels provenant de la société rachetée.

Price earning ratio ([retour au texte](#))

Le PER d'une action, ou Price Earning Ratio, est égal au rapport du cours de cette action sur le bénéfice par action. On l'appelle aussi multiple de capitalisation des bénéfices.

Il dépend essentiellement de trois facteurs : la croissance future des bénéfices de la société concernée, le risque associé à ces prévisions et le niveau des taux d'intérêt.

Service de Règlement Différé ([retour au texte](#))

Marché où se négocient les actions des principales sociétés françaises et étrangères. Les actions ou obligations achetées "avec SRD" sont payées à crédit. L'acheteur paiera le prix de la prochaine liquidation boursière à la fin du mois et le vendeur livrera les titres et sera payé du prix à cette liquidation et non pas trois jours après la transaction comme d'habitude. L'acheteur et le vendeur ont toutefois la possibilité de demander à faire reporter le paiement et la livraison des titres à la liquidation du mois suivant, moyennant un taux d'intérêt.

Stock option ([retour au texte](#))

Les stocks options sont des options d'achat ou de souscription d'action à un prix fixe distribué généralement aux gestionnaires d'une entreprise afin de leur donner un intérêt direct à l'accroissement de la valeur de l'entreprise. L'octroi de ces titres peut donc être analysé comme un moyen de résoudre les conflits d'agence entre actionnaires et gestionnaires.

Équivalent anglais : Stock options

Subprime ([retour au texte](#)) (<http://fr.wiktionary.org/wiki/subprime>)

Crédit à risque, offert à un emprunteur qui n'offre pas les garanties suffisantes pour bénéficier du taux le plus avantageux

Dans le cas d'un subprime, le taux d'intérêt est plus élevé, afin de rémunérer le risque de non remboursement, cependant limité par la garantie prise sur le logement.

Subprime Loan (<http://financial-dictionary.thefreedictionary.com>)

A loan that is offered at a rate above prime to individuals who do not qualify for prime rate loans.

Titrisation ([retour au texte](#))

La titrisation est un montage financier qui permet à une société d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société ad hoc qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs. L'entité ainsi créée perçoit les flux d'intérêts et de remboursement sur les créances qu'elle a achetées aux banques et les reverse aux investisseurs via le paiement d'intérêts et le remboursement de leurs titres.

Initialement cette technique a été utilisée par les établissements de crédit dans le but de refinancer une partie de leurs encours c'est-à-dire transformer en titres négociables des prêts à la clientèle. Actuellement, les spécialistes proposent à certains grands groupes

industriels de titriser des créances commerciales de façon récurrente, de titriser des immeubles d'exploitation, stocks... en bref de rendre liquide presque tout le bilan.

Équivalent anglais : Securitisation

Trader ([retour au texte](#))

L'opérateur de marché spécialisé dans la spéculation est appelé trader. Son activité consiste à acheter à bas prix une devise, une obligation, une action voire une option dont il anticipe la hausse et à les vendre lorsqu'il anticipe leur baisse.

[Retour au début du texte](#)

Complément n°6

Chansons

[Retour au début du texte](#)

Eddy Mitchell
SOCIÉTÉ ANONYME
C. Moine - P.Papadiamandis

Dans un building de vingt étages
L'été comme l'hiver
Tu travailles pour une société
De cent mille actionnaires
Ton nom ici n'existe pas
Tu n'es qu'un numéro
Pour être sûr de te garder
On te donne ce qu'il faut

Rien n'est à toi
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme
Rien n'est à toi
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme

Afin d'augmenter leur standing
Un jour la Société
A fait construire
Près du building
Une belle cité
Et l'on t'a dit d'autorité:
"Voici l'appartement
Pour le paiement tout est réglé
On vous aidera vingt ans"

Rien n'est à toi
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme

Rien n'est à toi, non
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme

Pour les week-ends on est gentil
On te prête une auto
Elle est graissée
Elle est lavée
Une vingt-trois chevaux
Ta petite amie te voit de loin
Quand tu viens la chercher
Car sur les portes on lit très bien
Le nom de la Société

Rien n'est à toi
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme
Rien n'est à toi
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme

Après trente ans d'un dur labeur
Courbé par l'ambition
Si même tu finis directeur
Un monsieur au grand nom
Que feras-tu quand arrivera le jour de l'addition
Lorsque les anges près de Saint Pierre
Ensemble te diront:

Rien n'est à toi

Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme
Rien n'est à toi, non non
Tu ne vaux pas un seul centime

[Retour au début du texte](#)

Alain Bashung

Ma petite entreprise

Ma petite entreprise
Connaît pas la crise
Épanouie elle exhibe
Des trésors satinés
Dorés à souhait

J'ordonne une expertise
Mais la vérité m'épuise
Inlassablement se dévoile

Et mes doigts de palper
Palper là cet épiderme
Qui fait que je me dresse
Qui fait que je bosse
Le lundi
Le mardi
Le mercredi
Le jeudi
Le vendredi
De l'aube à l'aube
Une partie de la matinée
Et les vacances
Abstinence

Ma petite entreprise
Ma locomotive
Avance au mépris des
sémaphores
Me tire du néant

Qu'importe
L'amour importe
Qu'importe
L'amour s'exporte
Qu'importe
Le porte à porte
En Crimée
Au sud de la Birmanie
Les lobbies en Libye

[Retour au début du texte](#)

Tout appartient à la Société Anonyme
Rien n'est à toi, non
Tu ne vaux pas un seul centime
Tout appartient à la Société Anonyme

Au Laos
L'Asie coule à mes oreilles

Ma petite entreprise
Connaît pas la crise
S'expose au firmament
Suggère la reprise
Embauche
Débauche
Inlassablement se dévoile

Et mes doigts de palper
Palper là cet épiderme
Qui fait que je souque
Qui fait que je toque
À chaque palier
Escalier C
Bâtiment B
À l'orée de ses lèvres

Qu'importe
L'amour importe
Qu'importe
L'amour s'exporte
Je perds le nord
Au Cap Horn
Quand je vois se poindre
Les Pyramides
Nez à nez
Mes lubies
L'Asie coule à mes oreilles

Ma petite entreprise
Connaît pas la crise
Épanouie elle exhibe
Des trésors satinés
Dorés à souhait

Le lundi
Le mardi
Le mercredi
Le jeudi
Le vendredi
De l'aube à l'aube.